

Lettre ouverte du Collectif des Agents
Contractuels du Projet WURI TOGO
(AT / SUP / OPE / AEP / ADC / AAP)
Sous couvert du Collège des Délégués

À :

Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBÉ, Président du Conseil ;
Son Excellence M. Jean-Lucien Kwassi Lanyo Savi de Tové, Président de la République ;
M. Gilbert BAWARA, Ministre de la Réforme du Service Public, du Travail et du Dialogue Social ;
Madame Sandra Ablamba JOHNSON, Ministre, Secrétaire Générale de la Présidence chargé
du Ministère du développement et de la Planification ;
Mme Cina LAWSON, Ministre de l'Économie Numérique et de la Transformation Digitale ;
Monsieur Gentry Akoly, nouveau Directeur Général de l'INSEED ;
Monsieur le Commandant Silété Roselin DEVO, Directeur Général de l'ANID ;
Aux journalistes, syndicats, OSC, défenseurs des droits humains, et à l'opinion publique nationale.

**Objet : Projet WURI TOGO – De l'engagement à la désillusion totale
de la jeunesse : appel à justice, vérité et enquête indépendante**

Nous, jeunes diplômés togolais, venus de toutes les régions du pays, avons été recrutés pour le projet WURI (e-ID Togo), inscrit dans la feuille de route gouvernementale 2020-2025. Attirés par une initiative que nous pensions sérieuse et ambitieuse, beaucoup d'entre nous avons quitté des emplois plus stables, parfois mieux rémunérés, pour nous consacrer pleinement à ce projet, conditionnés par une exigence de disponibilité totale sur une durée minimale de 8 à 12 mois pouvant aller à 2 ans.

Mais à peine arrivés sur le terrain, dans la région des Savanes dès novembre 2024, deux mois plus tard dans le mois de janvier 2025, les deux structures employeuses, ANID et INSEED, ont modifié unilatéralement les termes du contrat initial alors même que nous avons déjà débuté travail sans notre consentement. Le nouveau contrat, à durée discontinuée, nous a été imposé sous pression, menaces et intimidations, une fois que nous avons déjà quitté nos emplois précédents à Lomé et que nous étions déployés déjà dans des zones reculées la région des savanes. Alors même que le processus de recrutement fut rigoureux (tests écrits, formations, épreuves pratiques, entretiens) et la promesse de stabilité nous avaient inspiré confiance d'adhérer à ce projet. Mais la réalité fut brutale sur le terrain : un système basé sur la précarité, l'abus et l'intimidation.

Le contrat initial, déjà peu avantageux financièrement, offrait un salaire très faible par rapport aux autres projets pilotés par le même institut, et à peine aussi un 5^{ème} de ce que perçoivent les agents WURI dans d'autres pays comme le Bénin. La promesse d'améliorations futures et la durée du projet avaient motivé notre engagement. Aujourd'hui, après huit mois du démarrage du projet, nous n'avons perçu qu'à peine trois mois et demi de salaire, toujours versés en plusieurs tranches, jamais en intégralité et parfois main à mains avec des retenus pour détérioration de matériel lors de son usage sur le terrain, avec encore des arriérés non payés et ce jour. Les abus sont multiples :

- Horaires excessifs 7 jours sur 7 par semaine dépassant 10 heures par jour, sans pauses, ni week-ends, ni jours fériés ; avec des semaines de 70 heures ou plus, sans compensation ni repos ;
- Salaires payés pour un mois alors que nous avons souvent travaillé bien au-delà ;
- Contrats antidatés par rapport à notre prise de fonction réelle ;
- Aucun remboursement des frais de déplacement, d'hébergement ou de mission ;
- Utilisation obligatoire de nos téléphones, de nos connexions internet, sans aucune compensation ;
- Retenues abusives sur salaires en cas de détérioration d'un matériel parfois déjà défectueux ;
- Aucune prise en charge des jours nécessaires au déploiement ou au repli du matériel.

Par exemple, pour la campagne de la zone 1 (préfecture du Golfe), nous avons été convoqués le 10 mai 2025 à une réunion obligatoire au lycée technique d'Adidogomé à Lomé. Les opérations devaient commencer

Wuri Togo, un cauchemar et un piège pour la jeunesse togolaise, inclusion pour les uns, exclusion des autres ce dernier incarne l'intégration sur papier et la désintégration des agents sur le terrain, un projet qui détruit ceux qui construisent, leur force exploitée, leur dignité piétinée à cause d'une promesse trahie de leur employeurs et du silence sur les fonds du projet disparus qui se murmurent, et ceux jusqu'à quand la jeunesse en larme va-t-elle se sacrifier aux profit des intérêts égoïstes d'une minorité ? Que la lumière soit faite sur le financement et la gestion des fonds de ce projet SE Mr le PC, et ses SE Mmes les Ministres impliquées.

le 12 mai 2025, mais les contrats que nous avons reçus mentionnaient une prise d'effet au 14 mai, excluant ainsi plusieurs jours de travail effectif. De même, les jours de reconnaissance des centres, de déploiement des kits et de repli du matériel, souvent indispensables, ne sont ni rémunérés ni pris en compte dans la durée des contrats.

Les tâches supplémentaires demandées, notamment les repérages ou déplacements internes, ne sont jamais indemnisées. Les frais de mission dans les zones reculées sont à notre charge. Les superviseurs utilisent leurs moyens personnels comme leurs téléphones, crédits de communication connexion internet, sans aucune prise en compte ni gratitude. La communication interne du projet est quasi inexistante et se limite sur les rumeurs, à des messages WhatsApp informels.

Depuis la fin de la campagne dans le Golfe, le 20 juin 2025, nous restons à la maison sans information, sans affectation, sans revenu, et sans la moindre perspective pour nous décider pourtant venant d'horizon divers. Les démarches de nos délégués pour rencontrer les responsables de l'INSEED et de l'ANID n'ont abouti à rien, preuve d'une absence totale de dialogue social.

Et lorsqu'on interroge sur cette désorganisation, il nous est répondu que les fonds du projet auraient "disparu", et qu'un haut responsable aurait même financé certains salaires de sa propre poche — une déclaration choquante, indigne d'un projet national financé par la Banque Mondiale, placé sous la tutelle de deux ministères stratégiques.

Comment un projet d'État, censé refléter la rigueur administrative et la transformation numérique, peut-il sombrer dans une telle improvisation et un tel mépris des droits élémentaires de ses agents ? Nous avons été manipulés, abandonnés, sacrifiés.

Plus grave encore, les inégalités internes sont flagrantes. Les agents gérés directement par l'ANID bénéficient de meilleures conditions que ceux encadrés par l'INSEED, pour les mêmes missions, les mêmes diplômes, les mêmes responsabilités.

Aujourd'hui, nombre d'entre nous sont endettés, malades, psychologiquement affectés, sans ressource, sans perspective, après avoir été piégés par les fausses promesses d'un État qui nous a trahis. Nous exigeons par rapport tout ce qui précède :

- Une enquête indépendante et transparente sur la gestion financière du projet WURI TOGO ;
- Le paiement immédiat de tous les salaires et arriérés dus ;
- Des contrats stables et respectueux du Code du travail togolais ;
- La clarification des rôles et responsabilités entre l'INSEED et l'ANID ;
- L'arrêt immédiat de l'exploitation des jeunes togolais sous couvert de projets publics.

Mesdames les Ministres Cina LAWSON et Sandra Ablamba JOHNSON, ce projet est placé sous vos tutelles à travers respectivement l'ANID et l'INSEED. Il est temps de briser le silence et nous éclairer.

Monsieur le Président du Conseil, Monsieur le Président de la République ces ministères sont sous vos tutelles, et la jeunesse attend une réponse de vos parts. Agissez maintenant sans attendre qu'ils ne périssent totalement.

**#WuriNeDoitPlusNuire
#JusticePourLesJeunesAgentsWURI
#NonÀLaServitudeModerneSousContrat
#StopÀLaPrécarisationInstitutionnalisée**

À tous les collègues, à tous les citoyens du Togo et d'ailleurs épris de justice, aux organisations syndicales, de la société civile et des droits de l'homme, **PARTAGEZ MASSIVEMENT** cette lettre ouverte pour que notre cri de détresse remonte jusqu'aux plus hautes autorités, même dans sur les terrains de l'EVALA dans la préfecture de la KOZAH ; pour que justice soit faite et que priorité soit aussi accordée à cette jeunesse.

**Signé : Le Collectif des Agents Contractuels
du Projet WURI TOGO**

Wuri Togo, un cauchemar et un piège pour la jeunesse togolaise. Inclusion pour les uns, exclusion des autres ce dernier incarne l'intégration sur papier et la désintégration des agents sur le terrain. un projet qui détruit ceux qui construisent, leur force exploitée, leur dignité piétinée à cause d'une promesse trahie de leur employeurs et du silence sur les fonds du projet disparus qui se murmurent, et ceux jusqu'à quand la jeunesse en larme va-t-elle se sacrifier aux profit des intérêts égoïstes d'une minorité ? Que la lumière soit faite sur le financement et la gestion des fonds de ce projet SE Mr le PC, et ses SE Mmes les Ministres impliquées.